

**FEETS****FO**  
*la force syndicale*Fédération  
Équipement  
Environnement  
Transports  
Services

COMMUNIQUE

## Aéroports

### Nouveaux bruits de privatisation

### ***La FEETS FO réaffirme son opposition***

Plusieurs médias ont indiqué que le gouvernement devrait annoncer prochainement l'ouverture du capital des grands aéroports régionaux français. Son objectif serait de réduire la part de l'État de 60 à 10%, voire même dans un deuxième temps, après les élections de 2012, de ne conserver qu'une part très minoritaire. Lyon, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, sont notamment cités.

La FEETS FO a dénoncé la loi de « modernisation des aéroports » de 2005 qui, en guise de « modernisation », n'était qu'une étape vers la privatisation. Les projets en préparation qui révèlent la véritable nature de la loi de 2005 démontrent que la FEETS FO avait vu juste!

Une ouverture de capital des grands aéroports régionaux serait un nouveau « bradage du bien public » et, après la vente des autoroutes, un nouveau cadeau au secteur privé.

La FEETS FO condamne l'attitude du gouvernement qui, de toute évidence, veut mettre un coup d'accélérateur au désengagement de l'État dans les infrastructures des transports et liquider ainsi le service public au profit du secteur privé qui est déjà sur les « starting block » pour s'approprier les parts abandonnées par l'État.

La FEETS FO considère que livrer les aéroports à la loi du marché fait peser le risque majeur d'une atteinte à la nécessaire maîtrise de l'État sur les aéroports, notamment en termes de choix de développement, d'aménagement du territoire, de respect de l'environnement, de sécurité des usagers et de service public.

Elle juge de plus que les conséquences seront également sociales pour les salariés des aéroports car avec son capital le secteur privé apportera ses exigences en termes de profit aggravant ainsi les atteintes aux garanties sociales déjà subies depuis l'application de la loi de 2005 et notamment avec la création de sociétés aéroportuaires dans certains aéroports.

En conséquence, la FEETS-FO demande au gouvernement de renoncer à tout projet d'ouverture du capital des aéroports.

Paris, le 4 avril 2011

**Contact : 01.44.83.86.20.**

**Jean HEDOU, Secrétaire général**

**Jean-Luc SECONDI, secrétaire fédéral secteur aviation civile**